

Le texte d'appel des associations organisant la Quinzaine de Saint-Denis 2016

« Je suis de la couleur de ceux qu'on persécute. »

(Alphonse de Lamartine)

Français et étrangers, résidents, migrants et réfugiés : tous citoyens

Depuis de nombreuses années, un collectif d'associations de Saint-Denis en collaboration avec les services municipaux organise une quinzaine autour de l'anti-racisme et de la solidarité dans le cadre de la journée mondiale pour l'élimination de la discrimination raciale décrétée par l'ONU en 1966 en commémoration du 21 mars 1960 où à Sharpeville (Afrique du Sud) 69 personnes furent tuées lors d'une manifestation contre le régime d'apartheid.

Cette quinzaine se tient dans un moment particulier de notre histoire après les attentats odieux qui ont marqué à jamais les villes de Saint-Denis et Paris en 2015, sans oublier ceux qui ont touché récemment Bamako et Kidal, mais également Ankara, Beyrouth, San Bernardino et Tunis. Les organisateurs de cette quinzaine antiraciste et solidaire tiennent à saluer la mémoire de toutes les victimes d'où qu'elles soient. Mais nous ne céderons nulle part à la peur que certains veulent ainsi nous imposer !

2015 était aussi l'année dite de « la crise migratoire », « crise » parce que plus d'un million de personnes ont franchi les frontières de l'Union européenne pour demander soit l'asile, soit le droit de vivre dans des conditions décentes.

1 million de personnes, moins de 0,5% de la totalité de la population de l'Union européenne (UE)... alors que, par exemple, selon le HCR (Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU) près de 5 millions de réfugiés syriens ont été accueillis dans les pays limitrophes de la Syrie. Plus d'1,5 million d'entre eux ont trouvé refuge au Liban, soit près du tiers de la population libanaise (chiffres de décembre 2015). Mais leur nombre est beaucoup plus important en réalité, et ils ne sont pas les seuls réfugiés vivant au Liban, pays encore mal remis de dizaines d'années de guerre... et l'UE ne serait pas capable d'en accueillir un seul million ?

La seule réponse trouvée par les autorités européennes lors de l'une de ses réunions au sommet en décembre dernier est de consacrer 8,6 milliards d'euros pour financer le maintien de ces migrants et réfugiés hors de nos frontières.

Ce sont ainsi des ressources techniques et financières abyssales qui sont utilisées pour la construction de nouvelles barrières et la multiplication des actes de violence à l'égard des personnes en mobilité transnationale et/ou potentielles demandeuses d'asile. Nos frontières forteresses coûtent ainsi la vie à des milliers de personnes, essentiellement par noyades dans la Méditerranée. Non, les droits des migrants ne sont pas à vendre, qu'ils se déplacent pour des raisons économiques ou pour demander l'asile politique.

Ce n'est pas en rejetant des populations en difficulté qu'on luttera contre les actes terroristes. Nos lois, tant de fois modifiées pour les durcir, maintiennent dans une précarité administrative et sociale celles et ceux qui arrivent sur notre sol, au mépris des conventions internationales ratifiées par la France et des droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et la Convention européenne des droits de l'Homme. L'état d'urgence décrété suite aux attentats de novembre 2015 et le climat de guerre intérieure alimenté par le gouvernement contribuent au renforcement des amalgames et aux pratiques discriminantes ; ce sont des jeunes et des populations victimes de l'arbitraire en raison de leur origine et/ou de leur religion qui voient aujourd'hui leur situation encore davantage fragilisée.

On nous avait promis le droit de vote pour les résidents étrangers lors de la campagne présidentielle en 2012, et c'est la déchéance de nationalité qui risque d'être imposée en 2016, créant une inégalité au sein des citoyens français, en violation de la devise de notre République « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Toutes ces discriminations contribuent au sentiment de deux poids deux mesures ressenti par une partie de la population et c'est dans ce contexte que se développent les idées d'extrême droite et des droites extrêmes qui ont gagné tant de terrain lors des dernières échéances électorales. Ce sont ces discriminations qui font le terreau d'un rejet violent de notre société.

Notre ville de Saint-Denis est la preuve concrète que l'on peut vivre ensemble même si l'on vient de tous les continents, que l'on parle des langues différentes, que l'on a des religions différentes ou que l'on n'en a pas. L'histoire de notre ville s'est construite à travers celle des migrations depuis des siècles.

Contre les discriminations, contre l'intolérance, rassemblons-nous !

Exigeons la ratification par la France de la Convention internationale des droits des travailleurs migrants !

Exigeons la prise en charge des migrants dans le respect de leurs droits et de leur dignité !